

Pourquoi la bonne gouvernance est une bonne nouvelle pour les enfants africains

par Joaquim Alberto Chissano

J'AI eu le privilège de diriger mon grand pays, le Mozambique, et dans ce contexte j'ai appris pratiquement et précisément comment le leadership peut et doit inspirer et faire avancer les nations et les peuples. Aujourd'hui, à huit ans de la date butoir de 2015 fixée pour atteindre la cible des Objectifs du Millénaire pour le développement, j'aimerais vous parler de ce que j'ai appris en tant que chef d'un État africain sur la gouvernance et ses bienfaits potentiels pour mon continent bien-aimé.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement ont un visage humain, le visage des enfants et de leurs familles qui tous espèrent et luttent pour une vie meilleure, plus saine, plus sûre. La réalisation des OMD ne sera pas un succès abstrait, immatériel, ce sera un immense succès humain, un immense bond en avant pour tous les enfants et les familles de tous les pays. Rien que pour cette raison déjà, les dirigeants africains doivent concentrer leur énergie sur la réalisation des OMD.

L'Afrique subsaharienne est aujourd'hui à l'orée d'une renaissance économique. Toutefois, les bénéfices ne se feront sentir que lorsque nos enfants commenceront à jouir d'une meilleure santé et éducation, d'une meilleure nutrition et de meilleurs services sociaux. C'est alors que la renaissance contribuera en profondeur à une répartition plus équitable des ressources et que nos sociétés s'épanouiront, favorisant ainsi une contribution de plus en plus importante de l'Afrique à la culture humaine, à la science et à l'art.

Cependant, nous savons que comme continent, nous sommes en queue de peloton dans la grande course vers 2015, et que nous devons aller plus loin et plus vite que les autres pays. L'exemple consternant des décès d'enfants suffit à illustrer combien la distance à parcourir est grande. La moitié des 9,7 millions d'enfants qui sont morts avant leur cinquième anniversaire en 2006 vivait en Afrique subsaharienne. Nous perdons nos enfants à un rythme beaucoup plus rapide que n'importe quelle autre région du monde : 160 enfants de moins de 5 ans meurent chaque année en Afrique subsaharienne pour chaque tranche de 1000 naissances vivantes. Pour l'Asie du Sud, qui affiche le deuxième taux les plus élevés, le chiffre est de 83.

Les facteurs qui nous coûtent tant de vies d'enfants et qui compromettent le développement de tant d'autres enfants peuvent sembler impossibles à éliminer. Les conspirateurs qui sapent le progrès sont entre autres l'absence de développement économique qui mène à la pauvreté, aux guerres, à la maladie et à la corruption.

Contre ces ennemis, l'Afrique subsaharienne a obtenu des victoires, mais nos succès sont relégués à l'arrière-plan et trop souvent insuffisants. Il est donc essentiel que les dirigeants jettent un regard nouveau sur les priorités à adopter et la manière de réorienter les énergies et les ressources vers ce qui est juste, efficace et précieux.

L'Afrique, par exemple, perd près de 18 milliards de dollars par an à cause de la guerre, des conflits civils et des insurrections. Lors des conflits, l'économie d'un pays africain diminue de 15 % par an. Ce taux n'est pas seulement synonyme de souffrance et de pertes humaines, mais il dépasse les 12 milliards de dollars dont notre continent a besoin pour améliorer l'éducation, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et la protection contre la tuberculose et le paludisme pour nos populations vulnérables. Il est aussi supérieur au montant nécessaire pour lutter contre le VIH et le SIDA en Afrique, une facture annuelle de 16,3 milliards de dollars.

Mon pays a traversé 16 ans de conflit armé au cours desquels environ 1 million de mes compatriotes ont péri. Peu après mon accession à la présidence en 1986, j'ai entrepris de larges réformes et fait de la paix mon objectif numéro un. Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à reconnaître que le Mozambique est fort et vibrant, avec une croissance économique moyenne de 8 % entre 1996 et 2006, l'un des taux les plus élevés d'Afrique. Ainsi l'indice numérique de pauvreté a reculé de 15 points de pourcentage entre 1997 et 2003, selon la Banque mondiale, permettant ainsi à près de 3 millions de personnes d'échapper à l'extrême pauvreté (sur une population totale de 20 millions).

Plusieurs pays africains traversent une période de paix sans précédent dans l'histoire de ce continent, et pourtant, ils continuent à affecter leurs ressources comme s'ils étaient en guerre. Je lance un appel à nos dirigeants pour qu'ils réexaminent leurs priorités et pensent aux occasions perdues quand ces ressources ne sont pas investies dans la santé et l'éducation de nos peuples.

L'autre immense charge pour nos trésoreries et nos populations est le lourd fardeau de la dette qui pèse sur le continent. Rien qu'en 2004, par exemple, l'Afrique subsaharienne a versé 15 milliards de dollars au titre d'une dette de 220 milliards de dollars, soit un décaissement de 41 millions de dollars par jour. Grâce à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale et à d'autres initiatives, ces dettes ont été considérablement réduites pour de nombreux pays tandis que d'autres continuent à porter un fardeau bien trop lourd pour eux.

La fuite des ressources à partir de l'Afrique est encore aggravée par le départ chaque année, pour les pays industrialisés, de près de 20 000 Africains parmi les plus brillants et les plus instruits.

La bonne gouvernance est notre meilleur espoir de pouvoir relever ces défis. La gouvernance est synonyme de choix. Elle repose sur un leadership visionnaire qui établira des priorités éclairées, redéploiera les ressources, et sera capable de retenir les compétences et les talents. Les dirigeants, compatissants et motivés, peuvent et doivent élaborer des politiques et investir les ressources nécessaires dans les infrastructures et les services, permettant ainsi aux gens d'améliorer leurs conditions de vie et de protéger la vie de leurs enfants, accélérant ainsi les progrès vers la réalisation des OMD.

Comme je le disais, nous faisons des progrès. La mortalité infantile a reculé de 29 % au Malawi entre 2000 et 2004, et de 20 % en Éthiopie, au Mozambique, en Namibie, au Niger, République-Unie de Tanzanie et au Rwanda. Des progrès fulgurants ont été accomplis en Gambie, Guinée-Bissau, au Malawi, à Sao Tomé-et-Principe, au Togo et en Zambie, où les enfants dorment aujourd'hui sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide. Cette mesure contribue à faire reculer les décès provoqués par le paludisme, l'une des maladies les plus meurtrières pour les enfants en Afrique subsaharienne.

L'Afrique subsaharienne a besoin de partenaires partout dans le monde dans sa tentative d'établissement d'un leadership éclairé et de réalisation de progrès en faveur des OMD. Mais c'est à l'Afrique d'agir. Nous avons déjà relevé de nombreux défis, nous devons et nous allons aussi relever celui-ci.

L'Union africaine est déterminée à faire de la bonne gouvernance l'un des grands piliers des efforts du continent pour se développer. Le nouveau Partenariat pour le développement en Afrique (NEPAD) est une initiative qui consolide aussi les efforts à cet égard. Les pays membres s'efforcent d'utiliser le NEPAD pour renforcer leurs cadres politiques et administratifs conformément aux principes de démocratie, de transparence, de fiabilité, d'intégrité, de respect des droits de l'homme et de promotion du respect du droit. Outre la gouvernance politique, les pays se penchent aussi sur d'autres questions importantes relatives à la gouvernance économique qui, en conjonction avec les affaires politiques, contribueront au développement et à l'éradication de la pauvreté.

L'Afrique n'a pas besoin d'être convaincue. Ce dont elle a besoin, c'est de dirigeants engagés, aux niveaux national et communautaire, de ressources et d'une excellente gouvernance pour favoriser des changements substantiels et positifs pour les enfants.

Voir Références, page 52.

Joaquim Alberto Chissano fut le deuxième Président du Mozambique pendant 19 ans, de 1986 à 2005. M. Chissano a également occupé la fonction d'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le nord de l'Ouganda et le sud du Soudan. Il préside aussi la Fondation Joaquim Chissano et le Forum des anciens chefs d'État et de gouvernement africains.